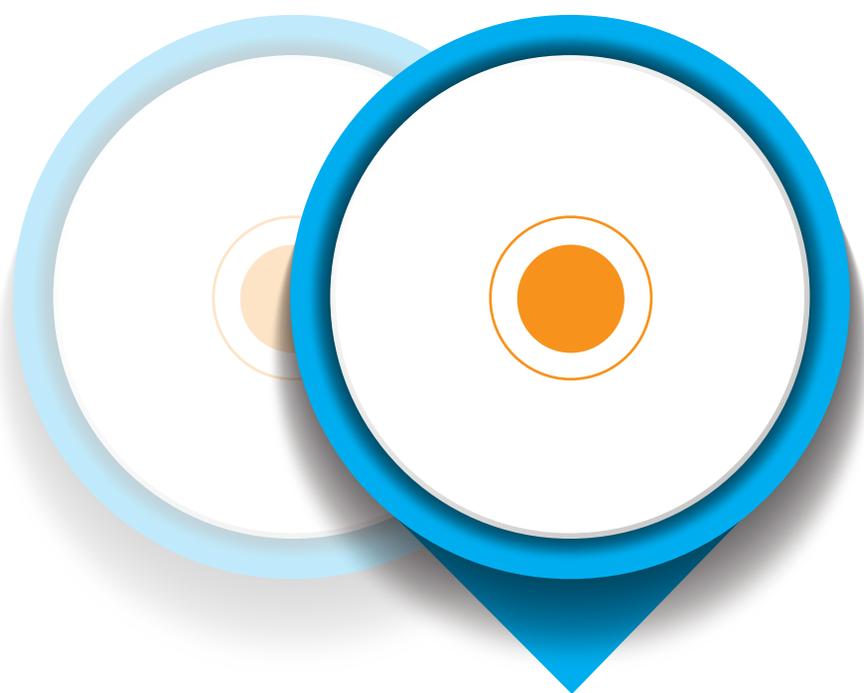


MISE EN ACTIVITÉ À PARTIR DE LA NOTE  
DE FRANCE STRATÉGIE  
Où réduire le poids de la dépense publique ?  
LIVRET ÉLÈVES - PARTIE 2



Céline CAYZAC,  
professeure SES au lycée Maurice Genevoix de Montrouge (académie de Versailles)

Christophe Gouardo et Fabrice Lenglard  
La note d'Analyse, France Stratégie, janvier 2019, n°74.  
Juillet 2019

<https://www.strategie.gouv.fr/publications/reduire-poids-de-depense-publique>



## DEUXIÈME APPROCHE : L'ACTION DES POUVOIRS PUBLICS S'EXERCE SOUS CONTRAINTE ET SUSCITE DES DÉBATS QUANT À SON EFFICACITÉ (EXTRAITS 1 ET 3)

NB : Les auteurs de la note utilisent systématiquement l'expression « en points de PIB » et pas « en pourcentage » pour mesurer le poids relatif de la dépense publique, afin que le lecteur ne croie pas à tort que la dépense publique est une composante du PIB. En effet, la dépense publique n'est pas un « sous ensemble » d'un « ensemble » que serait le PIB.

### EXTRAIT 1 : INTRODUCTION, P 2 DE LA NOTE

Le montant des dépenses publiques de la France a atteint 1 294 milliards d'euros en 2017. Cela représente 56,5 points de PIB, soit le ratio le plus élevé parmi les pays de l'Union européenne. Au vu de cette situation, il paraît justifié de se fixer pour objectif de réduire le poids des dépenses publiques de 3 points de PIB en cinq ans, de façon structurelle, c'est-à-dire sous l'hypothèse conventionnelle que la croissance s'inscrira sur son rythme potentiel de moyen terme. En effet, cet objectif permet à la fois de dégager des marges de manœuvre en matière de recettes publiques, en autorisant leur baisse de 2 points de PIB sur le quinquennat<sup>1</sup>, tout en assurant la soutenabilité à long terme de la dette publique de la France, en installant celle-ci sur une trajectoire descendante de près de 100 points de PIB aujourd'hui jusqu'à un niveau compris entre 70 et 75 points de PIB à horizon 2040. À l'aune de l'expérience des autres pays européens, cet objectif apparaît atteignable : 21 pays de l'UE sur 27 sont en effet parvenus à réaliser un effort de cette ampleur au moins une fois au cours des vingt dernières années, parfois dans un contexte de croissance modérée, hors toute période de crise aigüe. Sous l'hypothèse raisonnable que la croissance potentielle de la France se situe aujourd'hui autour de +1,3 % par an et en tablant sur une inflation de l'ordre de +1,8 % par an, réduire de 3 points le ratio structurel des dépenses publiques en cinq ans suppose une quasi-stabilisation de la dépense totale en volume (plus précisément, cela autorise une très légère progression, de +0,2 % par an).

En pratique, stabiliser le volume de la dépense publique nécessite d'importantes mesures d'économies, car les dépenses publiques ont spontanément tendance à augmenter. Cependant, cette tendance haussière ne se retrouve pas — ou pas avec la même intensité — pour chaque poste de dépense. Elle peut dépendre en particulier de facteurs démographiques, par exemple du nombre d'élèves pour les dépenses d'éducation primaire et secondaire, ou du nombre de personnes âgées pour les dépenses de retraite. C'est pourquoi la traduction concrète d'un objectif de maîtrise des dépenses publiques est délicate à opérer, si l'on souhaite éviter une logique de « rabet » assignant une évolution uniforme, ou presque uniforme, à l'ensemble des postes.

### EXTRAIT 2 : UN NIVEAU ÉLEVÉ DE PRESTATIONS MONÉTAIRES EN FRANCE P 6 - 7

Les prestations de redistribution monétaire (les « transferts en espèces » selon la nomenclature de la comptabilité nationale) constituent le poste de dépense où l'écart avec les autres pays — de 4,3 points de PIB — est le plus important. Comme cela a été documenté à de nombreuses reprises, cet écart provient en large partie, pour plus des trois quarts, des dépenses

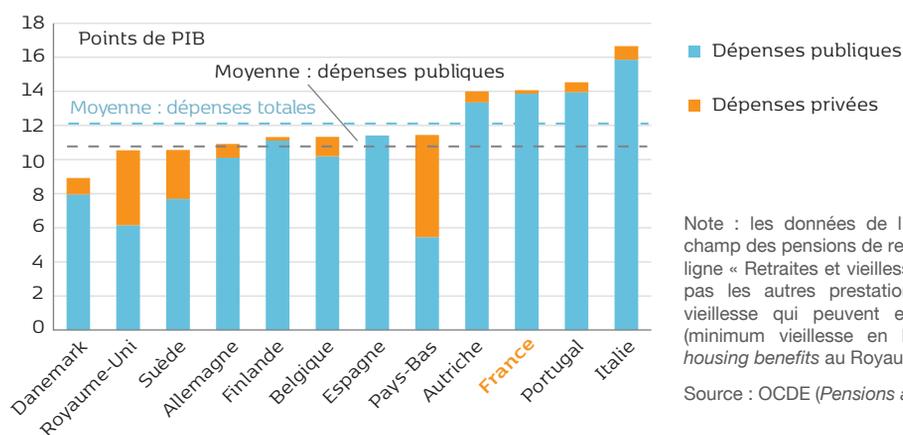
<sup>1</sup> La justification économique qu'il y a à se doter d'une cible de recettes publiques est double : limiter les distorsions induites par la taxation lorsqu'elles sont nuisibles à l'activité et renforcer l'attractivité du pays. L'attractivité n'a de sens qu'en dynamique et par comparaison à celle d'autres pays. L'écart entre le taux de recettes publiques en vigueur aujourd'hui en France et la moyenne de celui projeté en 2022 par le quart des pays européens présentant les ratios les plus élevés est de l'ordre de 4 points de PIB. Baisser de 2 points de PIB le poids de nos recettes publiques reviendrait.



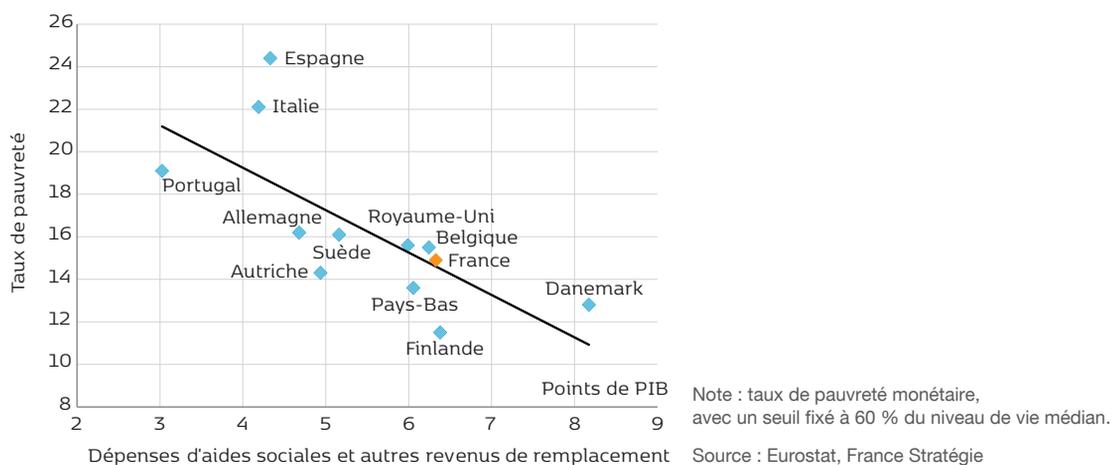
de retraite (y compris les pensions de réversion). En France, elles représentent près de 14 points de PIB et se situent 3,4 points de PIB au-dessus de la moyenne<sup>11</sup> (4,6 points avec les pays nordiques). Les différences dans le degré de socialisation des dépenses liées à la retraite expliquent une partie de l'écart (voir graphique 1 page suivante). En effet, là où la France a fait le choix d'un système de retraite par répartition, presque intégralement socialisé et obligatoire (avec souvent deux niveaux : base et complémentaire), certains pays ont opté pour des régimes hybrides avec une composante privée et facultative (au moins au niveau de la branche), souvent en capitalisation, plus importante (Royaume-Uni, Suède et Pays-Bas tout particulièrement) (...)

Idéalement, on aimerait distinguer parmi les autres prestations sociales en espèces celles qui relèvent d'une logique assurantielle (éligibilité restreinte à ceux qui ont cotisé) et celles qui relèvent d'une logique de solidarité (universelles et financées par l'impôt), de même que l'on aimerait ventiler ces prestations par grands risques (chômage, famille, invalidité, pauvreté, logement, etc.). [...] Sur ce poste, la dépense publique française apparaît plus élevée que la moyenne pour les pays de l'échantillon de 1,0 point de PIB, mais un peu inférieure à la moyenne des pays nordiques (de 0,2 point, particulièrement poussée à la hausse par le Danemark). Cela dit, la performance du système redistributif français apparaît bonne également, puisque la prévalence de la pauvreté dans la population hors personnes âgées est plutôt faible comparée à l'ensemble des pays européens (voir graphique 2).

### Graphique 1 – Dépenses publiques et privées de retraite, 2013



### Graphique 2 – Taux de pauvreté des 0-64 ans et dépenses de prestations sociales en espèces hors vieillesse, 2016





## NOTIONS

- **Q1.** Relevez, en les surlignant dans le texte des deux extraits de la note, les passages évoquant les contraintes qui s'imposent aux pouvoirs publics en matière de dépenses publiques. Commentez-les.

■ À ce sujet lire la note de France Stratégie de mai 2018, n°67 « Baisser le poids des dépenses publiques : les leçons de l'expérience des pays européens ».

Ainsi que

Page : « Qu'est-ce que le Pacte de Stabilité et de Croissance ? »,

[www.vie-publique.fr](http://www.vie-publique.fr), 11 novembre 2018

<https://www.vie-publique.fr/decouverte-institutions/union-europeenne/action/euro/qu-est-ce-que-pacte-stabilite-croissance.html>

## SAVOIR-FAIRE

- **Q2.** Présentez le cas de la France et celui de l'Allemagne dans le graphique 1 p 7.
- **Q3.** Peut-on affirmer qu'en 2013 la France dépensait plus que l'Allemagne pour les retraites ?
- **Q4.** Quel sens donner à la droite sur le graphique 2 p 7 ?
- **Q5.** Pensez-vous qu'il soit possible que la corrélation mise en évidence dans le graphique 2 p 7 puisse être interprétée comme un lien de causalité ?
- **Q6.** Caractérissez la position de la France (Graphique 2 p 7).
- **Q7.** À l'aide d'une recherche sur internet, quel est le niveau de vie mensuel des personnes en situation de pauvreté en France (en se fondant sur la notion de taux de pauvreté qui figure dans le graphique 2 p 7).

## NOTIONS

- **Q8.** Montrez que la mesure de la pauvreté permet, dans une certaine mesure, d'évaluer l'efficacité de politiques de justice sociale.

■ On peut aussi proposer ce court article de l'Observatoire des Inégalités : « Les allocations réduisent le nombre de pauvres de 5 millions », Données de l'Observatoire des inégalités, 14 décembre 2018.

[https://www.inegalites.fr/Les-allocations-reduisent-le-nombre-de-pauvres-de-cinq-millions?id\\_theme=15](https://www.inegalites.fr/Les-allocations-reduisent-le-nombre-de-pauvres-de-cinq-millions?id_theme=15)

- **Q9. Synthèse :** dans le tableau ci-dessous présentant les contraintes qui s'imposent à la puissance publique lorsqu'elle cherche à agir en faveur de la justice sociale, placez les exemples de situation suivants.
  - Une réforme des retraites invitant à un développement du financement privé par capitalisation au détriment d'un financement public par répartition, se heurte à la méfiance des Français à l'égard des marchés financiers qu'ils considèrent risqués.
  - Les politiques de discrimination positive dans certains établissements scolaires (par exemple avec davantage de moyens, moins d'élèves par classe) ne garantissent pas entièrement l'égalité des chances.



- Les montants d'indemnisation des chômeurs ou des inactifs peuvent parfois décourager l'individu de retourner vers l'activité ou l'emploi.
- Les systèmes de solidarité ou le financement de services collectifs peuvent être coûteux et incompatibles avec le Pacte de stabilité et de croissance européen.
- Une population vieillissante peut fragiliser le système de retraites par répartition, en particulier lorsque le chômage devient un problème structurel (effet d'hystérèse du chômage).

| Type de contrainte dans l'action des pouvoirs publics | Description   | Exemple |
|---|---|---------|
| • Conjoncturelles                                     | • La conjoncture de chaque pays est différente. Le niveau de croissance, de chômage, d'inflation ou d'endettement peut réduire les marges de manœuvre des pouvoirs publics quant au choix des politiques à mener. |         |
| • Structurelles                                       | • Les caractéristiques structurelles des pays (population, système de financement, niveau de développement des institutions) déterminent pour une part l'orientation des politiques.                              |         |
| • Historiques et culturelles                          | • Les valeurs et les préférences collectives résultent de processus historiques qui contraignent les décisions de la puissance publique.  |         |
| • Efficacité  | • Les politiques de promotion de la justice sociale peuvent ne pas atteindre leur objectif et parfois même occasionner des effets pervers.  |         |

### Pour aller plus loin

#### THÈME : LA DIFFICILE ÉVALUATION DE L'EFFICACITÉ DES POLITIQUES PUBLIQUES DANS LE CADRE DE LA JUSTICE SOCIALE.

##### Document 1 : Faut-il brûler le modèle social français ?

Quels sont les signes qui montrent que la France connaît actuellement une crise majeure ? L'indicateur le plus évoqué est sans conteste le taux de chômage, indicateur dont on connaît certes toutes les limites (qui rendent fragiles son exactitude comme sa comparabilité avec d'autres pays) mais qu'il est difficile de négliger. Il est situé autour de 9 à 10% de la population active depuis 1993 et n'a vraiment diminué qu'entre 1997 et 2001. [...] Hors du champ strict des politiques de l'emploi,



la situation n'est pas moins inquiétante dans des domaines non négligeables : les véritables ratés du système d'enseignement général [...] 150 000 à 160 000 jeunes sortent du système scolaire sans diplôme ou avec seulement le brevet, [...] –notre difficulté à intégrer la population immigrée ou issue de l'immigration alors que les rapports officiels mettent en évidence depuis vingt ans que le taux de chômage des jeunes issus de l'immigration est deux fois plus élevé que celui des Français dits « de souche », [...] – l'égalité entre hommes et femmes, qui reste assez théorique en France.

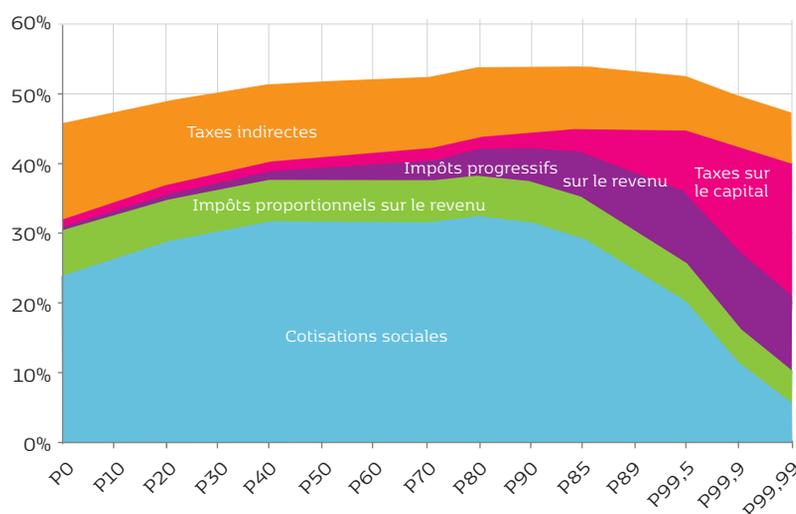
Source : LEFEBVRE A. et MEDA D., *Faut-il brûler le modèle social français ?*, Paris, Seuil, 2005, 154p

## NOTIONS

- **Q1.** Relevez les éléments du texte qui attestent d'un manque d'efficacité de l'action des pouvoirs publics en France (document 1).
- **Q2.** Quelles sont les variables qui, dans le cadre des politiques de promotion de la justice sociale, peuvent pour une part attester l'efficacité de l'action des pouvoirs publics ?

## Document 2 : Mesurer la progressivité de la fiscalité.

### Taxes payées par percentile de revenus factoriels avant impôt en 2018



Note : Distributions du revenu factoriel avant impôt parmi la population adulte âgée de 25 à 60 ans travaillant au moins à temps partiel.

Lecture : en 2018, les individus du premier décile de revenu avant impôt consacrent 24 % de leur revenu avant impôt en cotisations sociales.

Source : Antoine BOZIO, Bertrand GARBINTI, Jonathan GOUPILLE-LEBRET, Malka GUILLOT et Thomas PIKETTY, « 1990-2018 : trois décennies d'inégalités et de redistribution en France », Laboratoire des inégalités mondiales, septembre 2018.

## NOTIONS

- **Q1.** À l'aide de recherches sur internet, rappelez ce qu'est un impôt progressif. Donnez un exemple.

## SAVOIR-FAIRE

- **Q2.** Quelle idée principale ressort-elle de ce graphique ?
- **Q3.** Peut-on dire que le dernier percentile paye moins d'impôt au total que le dernier décile ?
- **Q4.** Ce graphique permet-t-il de mesurer l'efficacité de l'action publique ? Vous pouvez vous aider à répondre en effectuant une recherche sur internet au sujet des travaux de T. Piketty.

## Document 3 : podcast de l'intervention Yannick L'Hority dans le cadre des Journées de l'économie de novembre 2016 à travers un atelier intitulé : « Mesurer et lutter contre les discriminations à l'embauche »

- ▶ Podcast <http://ses.ens-lyon.fr/articles/mesurer-et-lutter-contre-les-discriminations-a-lembauche>

Aller à Partie 2 : « La lutte contre les discriminations à l'embauche – Dispositifs et évaluations des politiques d'égalité dans l'accès à l'emploi public », Écouter le podcast de la 12min00 à fin de l'extrait.



## NOTIONS

- **Q1.** Relevez dans l'extrait audio comment selon Y. L'Horty il est envisageable de mesurer les effets des mesures de lutte contre les discriminations dans le cas de l'accès à l'emploi public (document 3) ?

- Pour approfondir, on peut mobiliser le document de présentation (8 pages) de « Le coût économique des discriminations » France Stratégie, 20 Septembre 2016 :

<https://www.strategie.gouv.fr/sites/strategie.gouv.fr/files/atoms/files/dp-discrimination-20-09-2016.pdf>

On peut également consulter la mise en activité sur la note traitant ce même sujet, réalisée par Gaby-Sandra René-Corail et Line Richer :

<http://www.melchior.fr/le-cout-economique-des-discriminations>

- **SYNTHÈSE**

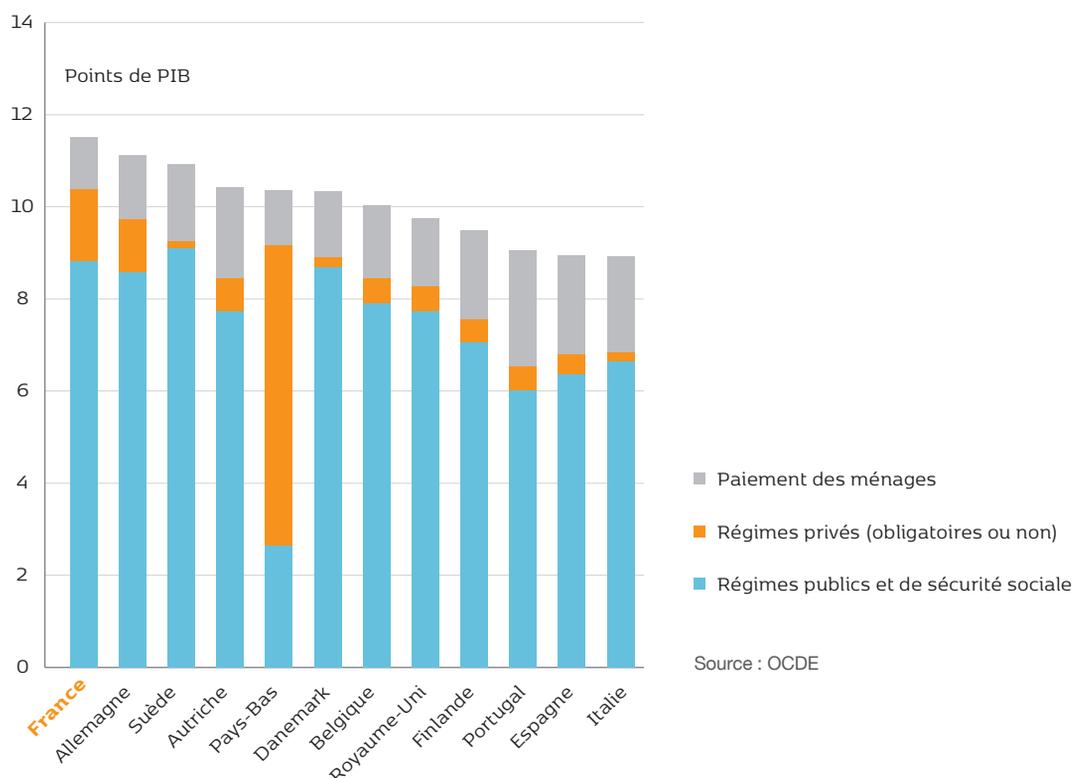
À l'aide des éléments de la note de *France Stratégie* et des trois documents ci-dessus vous montrerez la difficulté de mesurer l'efficacité des politiques publiques à des fins de justice sociale.

- À ce propos voir : François ECALLE, « Comment mesurer les économies sur les dépenses publiques ? », *France Stratégie, La note d'analyse*, janvier 2019, n°73.

## I - ENTRAÎNEMENT À LA DEUXIÈME PARTIE DE L'ÉPREUVE COMPOSÉE DU BACCALAURÉAT (EC2) (GRAPHIQUE PAGE 9 DE LA NOTE)

Après avoir présenté le document vous comparerez la situation des différents pays quant à leurs dépenses courantes de santé.

- **Graphique 4 page 9 – Dépenses courantes de santé (publiques et privées), 2016**





## II - LEXIQUE

- **Dépenses publiques** : sommes engagées par l'État, la Sécurité sociale, les collectivités territoriales et par tous les organismes qui leur sont rattachés.
- **Dépenses sociales** : ensemble constitué par des prestations en espèces, des biens et services que les administrations publiques fournissent à la population par (financement de crèches municipales par exemple) et des allègements fiscaux à visée sociale.
- **Prélèvements obligatoires** : ensemble des impôts et cotisations sociales prélevés par les administrations publiques et les institutions européennes.
- **Croissance potentielle** : niveau maximal de croissance économique atteignable à un temps donné et qu'il est possible de maintenir durablement, sans tensions excessives dans l'économie, en particulier sans accélération de l'inflation.
- **Redistribution** : transferts monétaires ou en nature vers les ménages, effectués par l'Etat ou la Sécurité sociale, grâce essentiellement aux prélèvements sur les revenus.

## III - VERS LE BAC

### A. LIENS AVEC LE PROGRAMME À COMMUNIQUER AUX ÉLÈVES

#### SAVOIRS MOBILISÉS DANS CETTE MISE EN ACTIVITÉ

#### JUSTICE SOCIALE ET INÉGALITÉS

| Thèmes et questionnements   | Notions   | Indications complémentaires  |
|---|---|--|
| <b>1.1 - Comment les pouvoirs publics peuvent-ils contribuer à la justice sociale ?</b> | Égalité, discrimination, assurance / assistance, services collectifs, fiscalité, prestations et cotisations sociales, redistribution, protection sociale. | <p>On s'interrogera sur les fondements des politiques de lutte contre les inégalités en les reliant à la notion de justice sociale ; on rappellera à ce propos que toute conception de la justice doit répondre à la question : « L'égalité de quoi ? ». On distinguera égalité des droits, égalité des situations et égalité des chances.</p> <p>On analysera les principaux moyens par lesquels les pouvoirs publics peuvent contribuer à la justice sociale : fiscalité, redistribution et protection sociale, services collectifs, mesures de lutte contre les discriminations. On montrera que l'action des pouvoirs publics s'exerce sous contrainte et qu'elle fait l'objet de débats quant à son efficacité : risques de désincitation et d'effets pervers.</p> <p><b>Acquis de première</b> : État-providence, prélèvements obligatoires, revenus de transfert.</p> |



## MOTS CLÉS DE LA NOTE

Dépenses publiques, prélèvements obligatoires, croissance potentielle, redistribution, dépenses sociales

## SAVOIR-FAIRE MOBILISÉS DANS CETTE MISE EN ACTIVITÉ :

- **CALCUL, LECTURE, INTERPRÉTATION**
  - Proportions, pourcentages de répartition (y compris leur utilisation pour transformer une table de mobilité en tables de destinée et de recrutement)
  - Moyenne arithmétique simple et pondérée
  - Évolutions en valeur et en volume
  - Propensions moyenne et marginale à consommer et à épargner
  - Élasticité comme rapport d'accroissements relatifs
  - Écarts et rapports interquantiles
  - Mesures de variation : coefficient multiplicateur, taux de variation, indices simples et pondérés
- **LECTURE ET INTERPRÉTATION**
  - Corrélation et causalité
  - Tableaux à double entrée
  - Taux de croissance moyen
  - Médiane, écart-type
  - Élasticité prix de la demande et de l'offre, élasticité revenu de la demande
  - Représentations graphiques : courbes de Lorenz, histogrammes, diagrammes de répartition, représentation des séries chronologiques, y compris les graphiques semi-logarithmiques
  - Représentation graphique de fonctions simples (offre, demande, coût) et interprétation de leurs pentes et de leurs déplacements
- **B. QUELQUES EXEMPLES DE SUJETS D'ANNALES**
- **Dissertation :**
  - Comment les pouvoirs publics peuvent-ils favoriser l'égalité ?
  - La redistribution suffit-elle à assurer la justice sociale ?
  - L'action des pouvoirs publics pour contribuer à la justice sociale est-elle efficace ?
  - La protection sociale est-elle efficace pour réduire les inégalités ?
- **EC1 :**
  - Distinguez logique d'assurance et logique d'assistance en matière de protection sociale.
  - Comment la fiscalité peut-elle contribuer à la justice sociale ?
  - Montrez, à l'aide d'un exemple, par quel mécanisme la redistribution peut réduire les inégalités de revenus.
- **EC3 :**
  - Vous montrerez par quels moyens les pouvoirs publics mettent en œuvre la redistribution.
  - Vous montrerez que la protection sociale et la redistribution contribuent à la justice sociale.
  - Vous montrerez que l'action des pouvoirs publics rencontre des difficultés pour contribuer à la justice sociale.



## IV - Ressources complémentaires (en plus des documents évoqués dans la mise en activité et marqués d'un carré orange : ouvrages, articles, vidéos, notes...)

### À lire

#### Sur la justice sociale :

*Théorie de la justice*. RAWLS J. (1971), trad. par Catherine Audard, Paris, Seuil, 1987

*Dictionnaire des inégalités et de la justice sociale*, Sous la direction de Patrick Savidan, Puf, 2018

#### Sur le système des retraites et de santé français :

*Vingt-sept questions d'économie contemporaine* / sous la direction de Philippe Askenazy et Daniel Cohen, Edité par Hachette. Paris - 2009

### À voir

*I, Daniel Blake* (2016) de Ken Loach

### À consulter

Le site de l'Observatoire des inégalités : <https://www.inegalites.fr/>

Le site de l'INSEE : <https://www.insee.fr/fr/accueil>

Le site de l'OCDE : <https://www.oecd.org/fr/>

Le site du Conseil d'orientation des retraites (COR) : <http://www.cor-retraites.fr/>

## V - Conclusion

Au lendemain de la crise des *subprimes* en 2008, de nombreux pays tentant de faire face à la conjoncture sont amenés à dépenser davantage et voient leurs recettes s'amoinrir ; le déficit public se creuse et il s'agit alors de le financer. Pour certains pays européens, d'abord la Grèce mais aussi l'Irlande, l'Espagne et même la France (mais dans une bien moindre mesure puisqu'elle n'a pas sollicité de plan d'aide de la part de l'Union européenne) le déficit public excède nettement ce qui était considéré initialement comme acceptable dans le pacte de stabilité et de croissance. Les agences de notation ont alors dégradé la note évaluant la capacité de remboursement de certains États. On parle alors de crise des dettes souveraines, ou de son risque. Ce contexte, poussent les auteurs de la note de *France Stratégie* à réfléchir à diverses stratégies permettant de réduire le niveau des dépenses publiques en France de façon à respecter les règles budgétaires qui s'imposent à elle en tant que membre de la zone euro, tout en préservant l'essence des grandes missions de la puissance publique. Parmi ces missions, la fonction de stabilisation nécessite que des marges de manœuvre soient dégagées afin de disposer d'un levier d'action solide en cas de survenue d'une nouvelle crise. Enfin, dans une optique plus sociale, la puissance publique doit aussi s'adapter à un contexte qui depuis la fin des années 1990 est caractérisé par un effritement progressif du consentement à l'impôt d'une partie des contribuables. Elle ajuste donc nécessairement le niveau de la dépense publique en conséquence. Ceci rend les arbitrages en matière de niveau de la dépense publique toujours plus délicats.



● **À PROPOS**  
**DU PROGRAMME ENSEIGNANTS-ENTREPRISES DE L'INSTITUT DE L'ENTREPRISE**

**Institut de l'entreprise**

29, rue de Lisbonne, 75008 Paris

Tél. : 01 53 23 05 49 - Fax. : 01 47 23 79 01

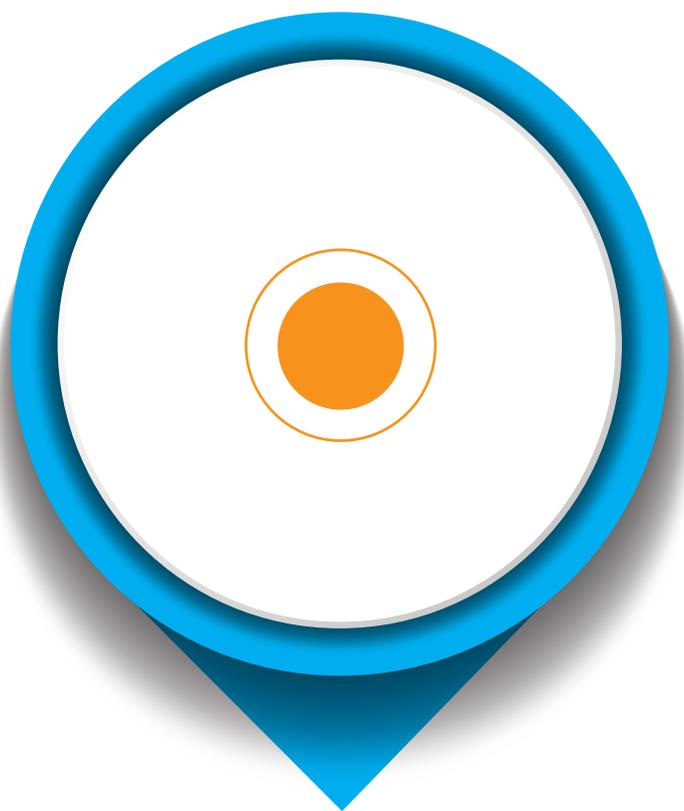
[beatrice.couairon@idep.net](mailto:beatrice.couairon@idep.net) •

- Cette ressource a été réalisée dans le cadre du Programme Enseignants-Entreprises de l'Institut de l'entreprise développé en partenariat avec le Ministère de l'Education nationale. Retrouvez cette mise en activité sur [www.melchior.fr](http://www.melchior.fr) ainsi que des cours de SES, des faits d'actualité, des notes de lecture...
- Créé en 1975, l'Institut de l'entreprise est un think tank indépendant de tout mandat syndical ou politique. Association à but non lucratif, l'Institut de l'entreprise a une triple vocation : être un centre de réflexion, un lieu de rencontre et un pôle de formation.



● **À PROPOS**  
**DE FRANCE STRATÉGIE**

- Institution autonome, placée auprès du Premier ministre, France Stratégie contribue à l'action publique et éclaire le débat.
- Elle réalise et diffuse à un public large et aux décideurs publics des études originales sur les grandes évolutions économiques et sociales, et les enjeux de soutenabilité.
- Elle produit également des évaluations de politiques publiques à la demande du gouvernement.
- Suivez toute l'actualité de France Stratégie : [www.strategie.gouv.fr](http://www.strategie.gouv.fr) et sur les réseaux sociaux.



Les notes d'analyse de France Stratégie sont des ressources que l'on peut proposer aux élèves et mobiliser dans le cadre du traitement des programmes de sciences économiques et sociales. Elles traitent de sujets qui mettent en évidence des enjeux économiques et sociétaux qui entrent en résonance avec ce qui est enseigné.

Les activités proposées ci-dessous à partir de la note d'analyse « Où réduire le poids de la dépense publique ? » ont pour objectif d'étendre ou d'approfondir certaines connaissances et de travailler des savoir-faire. À partir de la lecture et de l'analyse de documents d'experts, il s'agit de travailler de courts exercices qui éveilleront la curiosité des élèves sur des points d'actualité et inviteront à s'interroger sur les résultats des politiques publiques. Les activités ci-dessous n'ont pas l'ambition d'utiliser chaque élément de la note d'analyse de France Stratégie ; elles constituent un guide pour s'approprier les principaux enjeux qu'elle met en exergue.

Cette proposition de mise en activité a été pensée de manière modulaire, dans un souci à la fois de liberté et de différenciation pédagogiques.